

C'est pourtant simple

Le blog de Sammy Rasolo – 22/10/09

Tiens ! Apparemment, on ne croit plus qu'avec les seules recettes fiscales et douanières, l'Etat pourra tenir jusqu'en mars 2010. En tout cas, le dernier document de remise à jour de la situation économique du pays publié par la Banque mondiale révèle que le gouvernement a commencé à emprunter sur le marché interbancaire local et s'est endetté entre août et septembre 2009 de 88 milliards d'Ariary, soit la moitié de ses dépenses mensuelles. Avant, l'Etat avait limité ses dépenses pour ne pas dépasser les lignes de crédit prévues par la loi de finances. Et des responsables avaient toujours affirmé que les dépenses courantes sont couvertes par les recettes fiscales et douanières. Mais depuis, ces dites recettes ont décliné. Rien d'étonnant, c'est la conséquence logique du ralentissement des activités économiques. Un article d'un quotidien local fait état par ailleurs du désintérêt des institutions financières vis à vis des bons du Trésor. L'article explique ce désintérêt par l'insuffisance du taux d'intérêt mais il est clair, à notre sens, que le problème est plus profond: la défiance quant à la capacité de remboursement de l'Etat. Ce qui est aussi plus que normal avec la crise actuelle. Les spécialistes de la finance savent qu'il n'y a pas plus sûr débiteur que l'Etat en temps ordinaire mais avec tout ce qui se passe à Madagascar, cette règle ne tient plus. Or, les bons du Trésor sont l'un des moyens les plus courants qui permettent à l'Etat de rééquilibrer sa trésorerie face à l'irrégularité des rentrées de ressources.

En tout cas, l'état se resserre autour du pouvoir Rajoelina. Tous les indicateurs virent au rouge. L'Ariary est sur une pente descendante. Et il n'y a aucun espoir de voir la tendance s'inverser dans le moyen terme puisque les exportations chutent de manière vertigineuse: une diminution en volume de 62% sur une année (c'est le document de remise à jour de la Banque mondiale qui le dit). En outre, on le sait, les aides à la balance des paiements sont suspendues. Sans compter que les investissements directs étrangers sont quasi-inexistants. La solution saoudienne était juste une malhonnête manipulation de l'opinion. Le document conclut à l'accroissement du risque de tourbillon financier et de récession économique. "La fragilité du marché financier local, mise en évidence par la diminution prononcée du volume des transactions, pourrait précipiter encore plus l'Ariary dans la dégringolade en cas de crise de confiance", souligne la Banque mondiale. Et l'auteur de ces lignes ajoute: l'utilisation du conditionnel ne s'impose plus: la crise de confiance est déjà une réalité. Les conséquences se traduiront sur le marché très bientôt. Ceux qui pensaient que l'Ariary était surévalué à la fin de 2008 et au début de 2009 seront bientôt bien servis. Et bien au-delà de ce qu'ils pensaient.

De tout ceci, une chose semble indiscutable: les Malgaches vont se rendre compte bientôt de l'ampleur de la crise socio-économique qui, pour l'heure, est encore plus ou moins cachée par la crise politique. Ils vont s'en rendre compte parce qu'ils le vivront au quotidien. Ils le vivent déjà mais sans se douter que les conditions vont encore empirer. L'inflation sera alors loin d'être uniquement un chiffre. Les pénuries à plus ou moins court terme de produits, plus ou moins de première nécessité, ne sont pas à écarter puisque les importations ont fortement chuté elles-aussi. De même que la production locale. D'Andry Rajoelina on ne peut attendre aucune solution. L'inconsistance de sa position depuis le début de la crise le prouve assez. Néanmoins, il pourra contribuer à la résolution de la crise par une grande décision qui ne pourra que le grandir: se démettre. Paraphrasons Jules Renard pour conclure. Il a dit : « Le ministre de la guerre a démissionné, la guerre est finie ». Nous, nous disons "Si le responsable de la crise démissionne, la crise finira".

Source : <http://rasl.trib.mid.over-blog.com/>